La Grèce prête à porter au pouvoir la gauche radicale

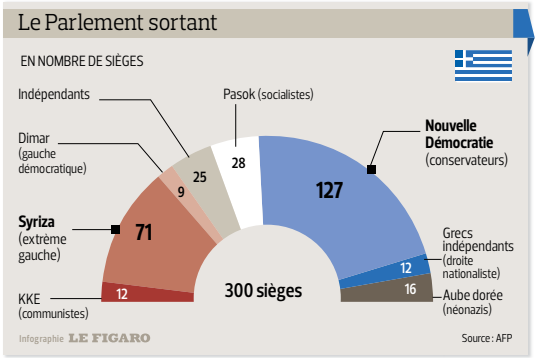
Abattus par un chômage à 25 % et des années de crise, les Grecs se préparent à sauter dans l'inconnu dimanche, en portant au pouvoir le parti anti-austérité Syriza.

THIERRY PORTES tportes@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À ATHÈNES

LES GRECS N'ONT PLUS PEUR de rien. Ne pas recevoir leur chèque européen, sortir de l'euro, être en faillite… Ces menaces avaient permis à Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras de l'emporter sur Syriza en 2012. Mais cette fois, elles n'ont pas eu de prise sur un peuple au fond du trou. Le chômage dépasse les 25 %, les salaires et les retraites ont été fortement diminués, les aides sociales coupées… *« Cela ne peut pas être pire »* ; *« si Syriza fait déjà la moitié de ce qu'elle dit »* ; *« on a tout essayé, c'est tout ce qui nous reste »*…Voilà ce qu'on entend dans les rues d'Athènes. Un discours oscillant entre espoir et résignation, auquel la gauche radicale a su répondre en proposant une voie si peu raisonnable qu'elle n'avait jamais été tentée.

Dimanche, les Grecs - tous les sondages l'assurent - vont ainsi oser le saut dans l'inconnu. Ils vont quitter le système politique qui régissait leur vie politique depuis la chute de la dictature des Colonels en 1974. La fin de l'alternance entre le Parti socialiste, le Pasok, et la droite, la Nouvelle Démocratie, qui aura duré quarante ans, est programmée. Syriza va devenir le premier parti dans le Parlement monocaméral grec.

Dans les derniers sondages, cette coalition de la gauche radicale obtient autour des 35 % et Nouvelle Démocratie entre 26 et 29 %. La compétition pour la 3e place se joue, au-dessous de 10 %, entre le parti néonazi, Aube dorée, dont tous les principaux dirigeants sont actuellement incarcérés *« pour appartenance à une organisation criminelle »* ; la formation centriste To Potami ; ce qui reste du parti socialiste, le Pasok ; et les communistes du KKE.

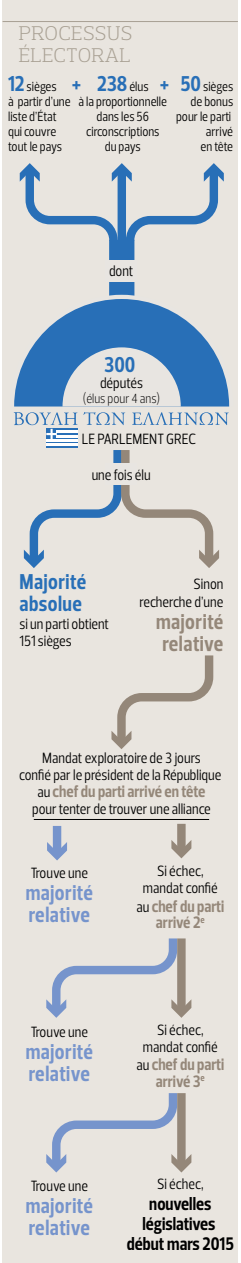


Majorité absolue

La question en suspens est de savoir si la coalition de la gauche radicale aura, à elle seule, la majorité absolue, ou s'il lui faudra l'apport de quelques élus pour franchir la barre des 151 députés parmi les 300 que compte le Parlement. À ce jour, Syriza a récusé toutes les alliances. On ne sait pas plus sur quel programme le parti gouvernera. Refuser ou vouloir renégocier, selon les déclarations, la dette contractée auprès de l'Europe va couper, au moins pendant un temps, la Grèce de ses financiers. Rien ne dit que son budget pourra supporter les quelque 12 milliards de mesures sociales « anti-austérité » que Syriza a promis.

Cette crise de la dette aura été un formidable accélérateur de l'Histoire. Petit parti d'extrême gauche, il y a cinq ans, Syriza, après avoir supplanté le Pasok aux législatives de 2012, s'est hissée à la première place de la vie politique grecque aux européennes de mai 2014. Le gouvernement Samaras a alors paniqué. Il a arrêté les réformes qu'il s'était engagé à mettre en œuvre en échange du financement de la dette grecque. À l'exception d'une : celle de l'impôt sur les propriétés. C'est d'ailleurs sa plus grosse erreur puisqu'il s'est mis à dos la classe moyenne.

Pour le gouvernement, l'élection d'un nouveau président de la République par les parlementaires, programmée en février, devenait un mur difficilement franchissable. Il a préféré avancer ce rendez-vous à l'hiver 2014, en espérant trouver une combinaison parlementaire. Mais le président n'a jamais pu être élu, rendant inévitables des législatives anticipées. Comme l'espérait Syriza. ■



Syriza, des poupées russes communistes au parti unifié

AVANT LA CRISE DE LA DETTE grecque, Syriza n'était pas grand-chose. Juste avant ce crash économique, social et politique, cette alliance de petits partis d'extrême gauche, comme il y en eut tant par le passé, obtient 5,04 % des voix aux législatives de 2009. Avec 44 % des suffrages, le Pasok, le parti qui incarne la gauche, retrouve le pouvoir. Mais la crise flambe. Un premier mémorandum avec les bailleurs européens, puis un deuxième sont votés conjointement par la gauche et la droite, qui finissent par gouverner ensemble. Les plans d'austérité se succèdent. Le chômage dépasse les 25 %. Le cortège de faillites, de drames sociaux et humains s'allonge. Aux législatives de 2012, Syriza recueille plus du double des voix du Pasok. Une législative plus tard, dimanche, on promet la victoire à Syriza, son score de 2009, autour des 5 %, devant revenir au Pasok. En cinq années de crise de la dette grecque, le Pasok est mort et Syriza devrait lui succéder !

Le docteur Odysseas Boudouris, pour la première fois élu du Pasok aux législatives de 2009, a été « démissionné » de ce parti quand il a refusé de voter le deuxième mémorandum, en février 2012. Il a pris langue avec Syriza. Une démarche dans laquelle se sont inscrits tous les adversaires de gauche du mémorandum et de « la politique d'austérité ». Aux régionales de 2014, Odysseas Boudouris a trouvé une place sur la liste constituée dans le Péloponnèse autour de ses nouveaux amis. Coalition entre de multiples partis dès sa fondation, Syriza n'a cessé de s'allier et d'agréger les nouveaux venus. Dimanche, Odysseas Boudouris est candidat à Athènes sous l'étiquette Syriza, qui est désormais un parti unifié.

« Historiquement, la gauche, fortement impliquée dans la résistance, était assimilée au PC, explique dans un français parfait Odysseas Boudouris. *Quand les Colonels sont tombés en 1974, le Pasok a su recueillir les aspirations populaires avec un discours pragmatique. La gauche historique s'est trouvée en marge de la scène politique pendant plus de trente ans. »* Révélée par la crise, qui a mis fin au bipartisme et forcé la cogestion entre la Nouvelle Démocratie et le Pasok, cette gauche « authentique » viendrait donc de renaître, sous les habits de Syriza et ceux, surtout, de son chef, Alexis Tsipras. Sans doute la carrière politique du nouveau héros de la gauche radicale ne pouvait-elle commencer ailleurs qu'au PC. Quand ce parti stalinien a quitté l'alliance qu'il avait formée avec les eurocommunistes dissidents et plusieurs formations d'extrême gauche, Tsipras et nombre de militants sont restés dans les alliances successives à la gauche de la gauche, jusqu'à la constitution de Syriza, en 2004.

> **« Les radicaux de Syriza, sont vraiment sincères, ils pensent ce qu'ils croient »**
> UN POLITOLOGUE

À l'extrême gauche, les partis s'emboîtent comme des poupées russes. Quand une jointure craque, on perd un parti. Puis un autre vient le remplacer. Syriza était encore composée de 13 partis aux législatives de 2012, qu'il était susceptible d'emporter. *« On a frôlé le pire »*, relativise aujourd'hui un observateur… L'unification de Syriza en un parti unique s'est seulement opérée en 2013. Désormais au sein de cette formation, *« il y a trois groupes »*, résume Thanos Dokos, le directeur du think-tank Eliamep : *« L'aile radicale, représentant environ 25 % de ses membres, est proche du PC et demeure critique sur l'Europe ; un gros groupe vient du Pasok, en fait de l'aile gauche de cette formation devenue sociale-démocrate ; au milieu, il y a les pragmatiques, qui, avec Tsipras, dirigent. »*

Si on débat, argumente et vote à l'intérieur de Syriza, c'est dans un cadre hérité du Parti communiste. Impossible d'oublier sa matrice. Les 40 000 adhérents désignent leurs représentants au congrès, qui élit un comité central (200 membres), avec tout en haut de la pyramide le secrétariat politique de 21 membres, dont le président Tsipras.

Zois Pepes, représentant de l'aile gauche au comité central de Syriza, veut de *« vrais »* militants, qui *« font le travail »*. C'est en soutenant chaque conflit, chaque grève, chaque *« lutte »*, que Syriza a constitué sa pelote de supporteurs, puis d'électeurs, durant ces cinq dernières années. *« Au comité central*, raconte Zois Pepes, *on est resté une journée, puis une nuit entière, les portes fermées, jusqu'à ce que l'on désigne les candidats aux législatives. »* Pour le programme, s'émerveille-t-il encore, *« le processus a duré un an et demi, avec plus de 100 groupes thématiques ; le premier document faisait 10 000 pages, on l'a réduit à 500, puis 135, et on a aujourd'hui un résumé des priorités en 25 pages »*.

Alexis Tsipras, le chef de Syriza, vendredi, à Athènes. MARKO DJURICA/REUTERS

Convaincre les extrémistes

Inutile de préciser que Zois Pepes veut que « son » gouvernement, auquel il a donné mandat au congrès, dise rapidement *« non à l'austérité »* et *« non au mémorandum »*. *« Les radicaux de Syriza*, assure un politologue, *sont vraiment sincères, ils pensent ce qu'ils croient, et que les slogans des congrès vont devenir réalité. »* Chez les électeurs de Syriza, peu ont la même foi. Quant aux observateurs, ils s'interrogent pour savoir si Alexis Tsipras préférera *« aller dans le mur »* plutôt que se renier, ou s'il lui sera possible de convaincre les plus extrémistes de composer. Entre le parti, le gouvernement et le groupe parlementaire, les tensions promettent d'être d'autant plus fortes qu'aucun membre de Syriza, à commencer par Alexis Tsipras, n'a exercé le pouvoir.

« Il peut nous surprendre, mais Tsipras, indique Thanos Dokos, *ne donne pas l'impression d'avoir le même contrôle que celui qu'exerçait Andreas Papandréou sur le Pasok. »* Quand on évoque l'actuel Syriza, on en vient immanquablement à parler de l'ancien Pasok. Comme si Syriza avait rembobiné le film, en reprenant les attitudes et slogans de ce qu'étaient les partis socialistes d'antan. *« Avec ses conceptions néomarxistes, la coalition de la gauche radicale nous fait revenir aux années 1970 »*, ironise, amer, Kyriakos Mitsotakis, candidat de la Nouvelle Démocratie à Athènes et ministre sortant de la Réforme administrative. *« Sauf qu'au début des années 1980*, précise Thanos Dokos, *le Pasok a eu le temps de perdre quelques années avant de se convertir à la réalité. Syriza aura à peine quelques mois »*. ■

T. P. (À ATHÈNES)

Un meeting de Syriza, jeudi, à Athènes.
MICHAEL DEBETS/DEMOTIX/CORBIS

Le scénario du pire, un défaut de la dette, coûterait 40 milliards d'euros à la France

FABRICE NODÉ-LANGLOIS
@Fnodelanglois

ALEXIS TSIPRAS, le leader de Syriza, l'a rappelé jeudi soir devant ses partisans rassemblés à Athènes, il négociera « *fermement, avec détermination* » « *dette onéreuse et insoutenable* » de la Grèce. Les menaces d'un refus brutal de rembourser en cas de victoire de Syriza dimanche ne sont plus à l'ordre du jour pas plus qu'un abandon de l'euro par la Grèce.

Cependant, l'incertitude politique sur les premiers mois d'un gouvernement Tsipras est telle que certains économistes – comme le cabinet Oxford Economics par exemple – n'écartent pas le scénario d'un effacement total de la dette grecque ou d'une sortie de la zone euro. Même s'ils le jugent à ce stade peu probable.

Dans ce scénario du pire, à combien se monterait l'addition pour le contribuable européen, et français en particulier ? La dette publique grecque s'élève à 320 milliards d'euros. Soit plus de 1,7 fois la richesse nationale produite l'an dernier par la Grèce (177 % du PIB). Les créanciers de la Grèce sont, pour 85 % du montant de la dette, des États et des institutions publiques comme la Banque centrale européenne (BCE) ou le Fonds monétaire international (FMI).

Avant la crise de la dette, les banques privées étaient les principaux créanciers de la Grèce. En mars 2012, elles ont dû se résoudre à effacer 70 % de leur créance, soit 107 milliards d'euros. C'est ce que les financiers appellent en anglais le *haircut*, la « coupe de cheveux » ou « tonte ».

À deux reprises, en 2010 puis en 2012, la « troïka » formée par l'Union européenne, la BCE et le FMI est venue au secours de la Grèce. Il s'agissait d'éviter la faillite du pays et ses répercussions en cascade sur le système financier de l'ensemble de la zone euro. Le premier plan d'aide s'élevait à 110 milliards d'euros, constitués de prêts bilatéraux. Le second plan d'aide était de 141,8 milliards d'euros, versés à travers le Fonds européen de stabilisation financière (le FESF). Au total, la Grèce a reçu près de 250 milliards d'euros d'aide, sous forme de prêts, qui ont fait gonfler d'autant la dette du pays.

« Je ne vois ni risque ni volonté de la Grèce de sortir de l'euro »
PIERRE MOSCOVICI, COMMISSAIRE EUROPÉEN

À quelle hauteur est exposée la France ? La France a déboursé 9 milliards d'euros dans le cadre du premier plan d'aide et 31 milliards d'euros à travers le FESF, soit un total de 40 milliards d'euros. En cas de défaut de la Grèce, cela ferait autant de recettes budgétaires en moins, soit une ardoise de 615 euros par Français.

Le secteur privé est moins exposé à la Grèce. BNP Paribas détient 4 milliards d'euros de créances grecques, la Société générale 1,6 milliard, BPCE 1,26 milliard et le Crédit agricole 320 millions d'euros, selon les données collectées par Nathalie Janson, professeur d'économie à la Neoma Business School et à Sciences Po. Cette exposition de quelque 7 milliards d'euros pour les banques hexagonales, en cas de perte, serait absorbée sans grand dommage, au regard de leurs bilans.

Le scénario catastrophe de l'effacement de la dette est pour l'heure écarté à Bruxelles. On y privilégie la renégociation de la durée des prêts. Sachant que des prêts ont été consentis sur trente ans, dont dix ans sans intérêt lors du deuxième plan, les créanciers attendront peut-être quarante ou cinquante ans pour être remboursés.

Mais avant de négocier, la Commission fait savoir qu'elle veut achever la mise en œuvre du plan d'aide. Le versement de la dernière tranche d'aide, moins de 4 milliards d'euros, a été suspendu fin 2014, « *car toutes les conditions réclamées par la troïka, des réformes structurelles, n'étaient pas remplies* », explique Nathalie Janson. La négociation sur les conditions de ce versement sera un premier test des relations entre le prochain gouvernement grec et ses créanciers. ■

» Lire notre reportage et notre analyse PAGES 15 ET 17

Corruption et oligarques dans la ligne de mire

HARO SUR LES OLIGARQUES, sus à l'évasion fiscale et à la corruption ! Durant cette campagne, l'extrême gauche a repris l'une de ses antiennes. Mais, cette fois, c'est dans le *Financial Times* que George Stathakis, l'un des plus proches conseillers du président de Syriza, a donné de la voix, afin d'atteindre plus sûrement les décideurs économiques et politiques européens, qui ont en vain réclamé à la Grèce de réformer son administration fiscale.

Depuis quarante ans, le Pasok, incarnant la gauche, et la Nouvelle Démocratie, représentant la droite, se sont succédé au pouvoir et pareillement compromis dans des affaires de corruption d'une ampleur balkanique. Alexis Tsipras et la tout aussi vierge Syriza promet aujourd'hui de balayer ce système. « *La lutte contre la corruption et l'évasion fiscale,* indique le politologue Ilias Nicolacopoulos, *est la carte principale que Syriza peut donner à l'Europe.* »

L'histoire de la « liste Lagarde » vient donc de réapparaître à Athènes. Kostas Vaxevanis, le directeur de *Hot Doc*, est celui qui a publié les noms des 2062 Grecs ayant placé leur argent sur des comptes à l'étranger. Dans sa maison qui abrite aussi son magazine en banlieue d'Athènes, il se souvient que l'on a commencé à parler en Grèce de cette fameuse liste en avril 2010. Une année et demie plus tôt, Hervé Falciani, cadre de la banque HSBC en Suisse, s'était réfugié en France, où il a ensuite été arrêté.

Christine Lagarde, ministre de l'Économie et des Finances à l'époque, a récupéré la liste Falciani, et transmis à ses homologues européens les informations concernant leurs citoyens. En 2010, donc, le ministre grec de l'Économie, Georges Papaconstantinou (Pasok), reçoit ces données informatiques. Il ne fait rien. Lui succède Evangelos Venizelos, également du Pasok. Il ne fait rien. En juin 2012, Antonis Samaras (Nouvelle démocratie) arrive au pouvoir, grâce à une alliance avec le Pasok de Venizelos, qui devient ministre. La droite à son tour ne fait rien.

« *Tout le monde se demandait ce qu'était devenue cette liste* », raconte Kostas Vaxevanis. Les ministres Papaconstantinou et Venizelos finissent par expliquer qu'ils ont perdu la clé USB, ou qu'ils ont transmis la liste à leur successeur, ou qu'ils l'ont oubliée dans un tiroir. Le gouvernement Samaras les couvre.

En octobre 2012, le magazine de Kostas Vaxevanis publie cette liste de 2062 noms. Ensuite, « *j'ai vu les forces spéciales débarquer, et m'arrêter. J'ai été jugé deux fois,* poursuit Kostas Vaxevanis, *mais acquitté sous la pression internationale.* » Au Parlement, dans les principaux médias audiovisuels contrôlés par les oligarques, jusqu'au ministère de la Justice, « *j'ai toujours fait figure d'accusé* », déplore le journaliste, dont le magazine a depuis essuyé 42 plaintes, généralement déposées par des hommes politiques. En revanche, toujours rien contre les personnes citées sur la « liste Lagarde ».

« *La moitié du travail avait été faite, il suffisait de le terminer. En ne faisant rien, alors que tant de Grecs sont ruinés, au chômage, sans le sou, le gouvernement Samaras a commis une faute* », souligne le politologue Thanos Dokos. Pour les citoyens, l'affaire est entendue. Les candidats du Pasok et la Nouvelle Démocratie doivent partir avec l'eau de ce bain sale.

« *Lutter contre la mainmise des oligarques sur l'économie sera une priorité de Syriza* », a déclaré au *Financial Times* George Stathakis, qui est pressenti pour être ministre. Le journal a publié les portraits des oligarques Vardis Vardinoyannis, Dimitris Copelouzos, George Bobolas, Spiro Latsis et Michalis Sallas. Ils possèdent des chaînes de médias, soutiennent les deux partis au pouvoir depuis quarante ans et font main basse sur ce que l'État peut vendre ou autoriser. Un câble de l'ambassade des États-Unis, divulgué par WikiLeaks, assure que « *les médias privés grecs sont détenus par un petit groupe de gens qui ont hérité ou fait fortune, et qui sont liés, souvent par des liens du sang ou du mariage, à des personnalités politiques ou des ministres et à d'autres magnats* ».

« La lutte contre l'évasion fiscale est la carte principale que Syriza peut donner à l'Europe »
ILIAS NICOLACOPOULOS, POLITOLOGUE

Les près de 2000 noms de la « liste Lagarde » ne sont pas des oligarques. Aucune enquête n'ayant été menée, on ne sait même pas s'ils ont fraudé. « *Mais il y a d'autres listes* », complète John Milios, un responsable influent de Syriza. Ces dernières années, le fisc grec a repéré environ 55 000 personnes ayant placé de l'argent à l'étranger, estimant qu'une enquête devait être diligentée sur la moitié d'entre elles. « *Mais seulement 400 cas ont été inspectés !* » déplore John Milios. Un responsable européen indique qu'en 2013 la Grèce n'a procédé qu'à 30 redressements fiscaux.

Les promesses de la gauche radicale, dans ce domaine aussi, resteront-elles lettre morte ? « *Bon,* indique un homme d'affaires grec philosophe et anatomiste, *les gens de Syriza ont aussi un estomac, qu'il faudra lubrifier.* » Au sein de l'élite athénienne, nul ne doute que la gauche radicale trouvera un terrain d'entente avec les oligarques, si ce n'est déjà fait avec certains d'entre eux. ■

T. P. (À ATHÈNES)